

Discours de M. Bernard Emié
Directeur général de la sécurité extérieure

COMEX CT

Base aérienne 123 Orléans-Bricy

Lundi 1^{er} février 2021

Merci Madame la Ministre,
Monsieur le Chef d'état-major des Armées,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs

En matière de terrorisme, nos ennemis ne connaissent pas de frontières. Le fanatisme guerrier qui se développe à des milliers de kilomètres a des répercussions directes, ici, en France.

En tant que service de renseignement et d'action, la mission de la DGSE est claire : protéger la sécurité des Français. C'est pour cela que nous devons combattre le terrorisme là où il prend racine.

Le président de la République a eu l'occasion de le dire : « Avec les terroristes, on ne discute pas. On combat. »

Et de fait, notre action a permis d'affaiblir durablement nos ennemis.

La ministre l'a rappelé : avec la coalition internationale, nous avons réussi à détruire, en Syrie et en Irak, le proto-califat qui s'était dressé de Raqqa à Mossoul.

Nous sommes parvenus à démanteler les cellules de Daesh responsables des attentats du Bataclan, qui ont fait 130 morts en plein cœur de Paris.

Au Sahel également, notre action a permis de désorganiser les groupes terroristes et d'entraver la plupart de leurs chefs.

Grâce à nos efforts de renseignement.

Grâce aux résultats de nos camarades des armées, sur le terrain.

Mais la bête bouge encore et la menace terroriste demeure à un niveau très élevé.

La lutte contre le terrorisme est un combat que nous menons en équipe.

Au sein de la communauté du renseignement, et d'abord avec la DGSI - vous l'avez rappelé madame la ministre- qui est chef de file de la lutte antiterroriste sur le territoire national, nous travaillons pour qu'il n'y ait pas de trous dans la raquette.

Sous votre autorité, Madame la Ministre, la DGSE anime la mission de contre-terrorisme du ministère des Armées, en liaison avec nos camarades de la DRM, du COS, du COMCYBER et de nos armées.

Chaque jour, des centaines de femmes et d'hommes, pleinement engagés dans leur mission, se mobilisent à Paris et sur le terrain.

Chaque jour, nous agissons avec tous les services de renseignement impliqués dans la lutte antiterroriste. Et je souhaite rendre un hommage particulier aux services de renseignement des pays du G5 Sahel : les services maliens, nigériens, burkinabés, tchadiens et mauritaniens, qui sont en première ligne, à nos côtés.

Les groupes contre lesquels nous nous battons appartiennent à deux organisations islamistes internationales : Al Qaïda et Daesh.

Bien que différentes, ces deux organisations terroristes ont en commun la même idéologie mortifère, la même volonté d'expansion.

Elles visent sans distinction des populations civiles innocentes, et je souhaite rappeler que plus de 90% de leurs victimes sont des musulmans. Elles soumettent, elles rançonnent, elles terrorisent les communautés locales où elles s'implantent.

Elles répandent la haine, la violence et le sang.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais évoquer rapidement deux épïcètres du terrorisme islamiste mondial, le Sahel et le Levant, où nous sommes particulièrement engagés.

Au Sahel, nous combattons deux groupes.

Le premier, c'est Daesh au Sahel, connu sous le nom d'État islamique au Grand Sahara, l'EIGS.

La lutte contre ce groupe est la priorité qui a été fixée par le chef de l'État, lors du sommet de Pau, le 13 janvier 2020.

Daesh au Sahel est particulièrement actif dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, qu'on appelle le Liptako.

Il s'agit d'un espace grand comme un quart de la France. Un quart de la France ! Et nous cherchons là quelques centaines d'individus à peine, très mobiles, à moto ou en pick-up, qui se tiennent en embuscade.

Ils sont plusieurs centaines de combattants à mener une guerre totale et sanglante. Daesh commet des atrocités d'une sauvagerie inouïe. C'est cette sauvagerie qui vient de se déchaîner le 2 janvier, dans plusieurs villages du Niger proches de la frontière du Mali, où des dizaines de civils ont été massacrés car ils ne voulaient pas se soumettre à Daesh.

C'est Daesh, encore, qui avait attaqué de jeunes humanitaires membres de l'ONG Acted, le 9 août 2020 dans la réserve de Kouré, au Niger, à 60 km de Niamey. Six Français et leurs deux accompagnateurs nigériens lâchement assassinés.

Daesh au Sahel est dirigé par un terroriste sanguinaire du nom d'Adnan Abou Walid al Sahraoui, que vous voyez ici. Originaire du Sahara occidental, il a rejoint le jihad malien. Il est secondé par un autre Sahraoui dénommé Abdelhakim, connu pour les amputations et les décapitations qu'il pratique, comme on le voit sur cette photo récente que nous avons récupérée.

Nos efforts incessants ont permis de porter des coups très durs à Daesh au Sahel. Ses combattants se cachent dans le désert, alors que les armées maliennes et nigériennes réinvestissent les bases militaires qu'elles avaient été contraintes d'abandonner au début de l'année 2020.

Le deuxième groupe que nous combattons, c'est Al Qaïda au Maghreb islamique. Al Qaïda au Maghreb islamique c'est une coalition de groupes terroristes réunis sous la bannière noire d'Al Qaïda et dirigés par les successeurs d'Oussama Ben Laden.

La menace qu'ils représentent est la plus ancienne, la plus insidieuse. Progressant depuis le début des années 2000, ils se sont implantés dans le Nord du Mali à partir de 2012. Ils ont commencé à fondre sur Bamako début 2013, déclenchant à la demande des autorités maliennes notre opération militaire, Serval.

Nous savons, Mesdames et Messieurs, qu'ils ont un agenda qaïdiste internationaliste.

Al Qaïda est responsable des attentats meurtriers qui ont ensanglanté la région et visé des Occidentaux, comme en 2015 à Bamako, en 2016 à Grand Bassam en Côte d'Ivoire, en 2017 comme en 2018 à Ouagadougou. A cela s'ajoute une liste de près de 60 ressortissants étrangers kidnappés, parmi lesquels de nombreux Français, dont plusieurs ont été lâchement assassinés¹.

Le souvenir de ces horreurs est encore très vif.

Avec nos partenaires, et notamment nos partenaires africains, comme l'a souligné la ministre, nous travaillons à identifier les chefs d'Al Qaïda. Nous transmettons ensuite à nos Armées des renseignements très précis sur

¹ Michel Germaneau, enlevé le 20 avril 2010 au Niger, exécuté le 24 juillet 2010 au Mali
Antoine de Leocour, enlevé le 7 janvier 2011 à Niamey, tué le 8 janvier 2011 lors de l'opération de libération au Niger
Vincent Delory, enlevé le 7 janvier 2011 à Niamey, tué le 8 janvier 2011 lors de l'opération de libération au Niger
Philippe Verdon, enlevé le 24 novembre 2011 au Mali, assassiné le 10 mars 2013 au Mali
Gilberto Rodrigues Leal, enlevé le 20 novembre 2012 au Mali, décédé en détention au second semestre 2013 au Mali

leur manière de vivre et leur localisation : les puits qu'ils utilisent, les oueds et les adrar qu'ils parcourent, les villages qu'ils fréquentent. Et lorsque nous apprenons qu'un responsable s'y trouve, au volant de son pick-up, nos Armées prennent la main. Cela a permis des opérations décisives. En novembre 2020, par exemple, c'est de cette manière que nous avons neutralisé le terroriste Bah ag Moussa, coordonnateur des opérations militaires d'Al Qaïda au Sahel.

Acculés, privés de leurs chefs, ceux qui restaient se sont réorganisés autour d'une structure commune en mars 2017, le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans, ou JNIM en arabe, qui n'est rien d'autre qu'Al Qaïda au Sahel. Sous l'égide du terroriste malien Iyad ag Ghali, ancien mercenaire touareg devenu un émir renommé au sein d'Al Qaïda, ils tentent d'apparaître comme plus présentables en se dissimulant parmi les populations, tout en enrôlant de force des jeunes désœuvrés.

Sur la photo que vous voyez, prise en mars 2017, Iyad ag Ghali est entouré par ses quatre principaux lieutenants. Chacun d'eux a enrôlé des combattants issus des communautés maliennes, aujourd'hui captives des jihadistes : des Arabes notamment de Tombouctou et de Gao, des Touaregs ou encore des Peuls du Massina.

Ces individus sont des assassins. Ils ont tenté de semer le chaos au Sahel. Et depuis le Mali, ils ont travaillé à des attaques contre nous, ils ont travaillé à des attaques contre nos partenaires africains, ils réfléchissent à ces attaques dans la région et en Europe. Ce sont les fils spirituels d'Oussama Ben Laden.

Depuis 2017, trois d'entre eux ont été neutralisés :

- Le Malien Mohamed ould Nouini, chef de la katibat Al Mourabitoune ;
- L'Algérien Yahia Abou el Hammam, chef de l'Emirat de Tombouctou ;
- Le Marocain Ali Maychou, juge suprême d'Al Qaïda au Sahel.

Comme vous le voyez, la mainmise des combattants étrangers et internationalistes est très forte dans le jihad sahélien. La plupart des commandants ne sont pas maliens, ce sont des étrangers.

Aujourd'hui, leur chef Iyad ag Ghali, est toujours là. Il incarne la stratégie d'Al Qaïda au Sahel. Ce n'est pas un homme qui pense le terrorisme, c'est un homme qui le pratique au quotidien.

Il n'hésite pas à se mêler à ses troupes, assoiffées de violence.

Il n'hésite pas à prendre lui-même les armes.

Il n'hésite pas à faire exécuter des innocents.

Grâce à l'une de nos sources humaines, nous avons obtenu la vidéo que vous allez voir. Elle a été filmée par un individu évoluant au plus près des chefs terroristes. Obtenir des renseignements de cette nature, c'est le cœur de métier de la DGSE.

Dans cette séquence vidéo, trois chefs d'Al Qaïda apparaissent : Iyad ag Ghali, le touareg du Nord, Hamadoun Kouffa, peul et émir de la katibat Massina du centre, et leur chef algérien Abdelmalek Droukdal.

On les voit assis pendant une réunion stratégique qui s'est tenue au cours du mois de février 2020 au centre du Mali. Ces chouras réunissent les grands décideurs d'Al Qaïda.

Nous le savons maintenant, l'objet de la réunion que vous voyez-là était la préparation d'une série d'attaques de grande ampleur contre des bases militaires.

C'est là que les chefs d'Al Qaïda au Sahel ont conçu leur projet d'expansion vers les pays du Golfe de Guinée. Ces pays sont désormais des cibles, eux aussi. Pour desserrer l'étau dans lequel ils sont pris, et pour s'étendre vers le Sud, les terroristes financent déjà des hommes qui se disséminent en Côte d'Ivoire ou au Bénin. Des combattants ont également été envoyés aux confins du Nigéria, du Niger et du Tchad, où plusieurs groupes, issus de Boko Haram, continuent de tisser leur toile et d'assassiner.

En neutralisant Abdelmalek Droukdal, l'émir historique d'AQMI, nous avons éliminé le cerveau de dizaines d'opérations de la sorte.

Abdelmalek Droukdal, je le souligne, était un ancien membre du Groupe islamique armé, le trop fameux et barbare GIA, ce groupe terroriste algérien qui avait commis à Paris les attentats du RER B en 1995, qui avait fait 8 morts et 200 blessés.

Durant les trente années de son jihad armé, Abdelmalek Droukdal a eu beaucoup de sang sur les mains. Il s'est fait connaître pour sa sauvagerie. C'est lui qui a supervisé tous les enlèvements et les attentats commis dans la région.

Ce redoutable chef terroriste a été neutralisé le 3 juin 2020, lors d'une opération française menée sur renseignement de la DGSE dans la région de Talhandak, au plus près de la frontière entre le Mali et l'Algérie.

Dans l'organisation d'Al Qaïda, Droukdal assurait le lien entre le commandement central, localisé en Afghanistan, et les hommes d'Iyad ag Ghali, sur le terrain.

Ayman Al Zawahiri, actuel dirigeant d'Al Qaïda dans le monde, Abdelmalek Droukdal, Iyad ag Ghali : ces trois individus –je le souligne– sont les héritiers directs d'Oussama Ben Laden. Ils poursuivent son projet politique avec l'objectif assumé de commettre des attentats en Occident et l'Europe en particulier.

Le 11 septembre 2001 a été préparé dans une vallée afghane.

Le 13 novembre 2015 a été conçu dans des rues de Raqqa.

Notre mission est simple : aider les États sahéliens à ne pas tomber sous la coupe des terroristes et empêcher ces derniers de reconstituer leur sanctuaire.

Les groupes terroristes présents au Sahel veulent empêcher le processus de paix et de réconciliation au Mali, engagé en 2015 avec les accords d'Alger. Le combat que nous menons vise à favoriser la relance et la réussite de ce processus de réconciliation entre les différentes parties maliennes.

Le deuxième épicode du terrorisme islamiste mondial, c'est le Levant.

Dans cette région, nous sommes parvenus avec nos partenaires internationaux à faire reculer Daesh. Il n'est plus aujourd'hui d'empreinte territoriale structurée. Le proto-califat s'est effondré dans les sables syriens.

Pour autant -la ministre l'a redit- Daesh continue d'exister sous une forme insurrectionnelle. Des centaines de combattants sont toujours actifs dans des zones situées au nord de l'Irak, dans le désert syrien et dans la poche d'Idlib au nord-ouest de la Syrie.

L'organisation se reconstitue sous une forme clandestine. Elle tente de regagner des points d'appui. Des combattants Français et étrangers, ayant des connexions avec l'Europe et qui sont désormais expérimentés militairement, ont toujours le projet d'y commettre des attentats.

En appui de la coalition au Levant et avec nos partenaires régionaux, irakiens et kurdes syriens, nous surveillons que les groupes terroristes ne reconstituent pas leurs capacités de projection dans le désert de la Badiya qui est au sud de la Syrie, sur les berges du Tigre et de l'Euphrate et dans les contreforts du Sinjar.

Mais nos services suivent aussi l'évolution de la menace en Libye, au Yémen, en Afghanistan, qui restent des points de tension majeure.

La situation en Afrique orientale, depuis les Shebab de Somalie jusqu'aux infiltrations récentes de l'État Islamique au Mozambique, nous préoccupe également beaucoup.

Voilà Mesdames et Messieurs, nous restons vigilants face à l'émergence de cellules djihadistes dans les zones grises, là où les groupes essaient de se restructurer, dans l'ombre, aux frontières de l'Europe.

Cette mission de renseignement global, nous y travaillons avec tous nos moyens humains, techniques, opérationnels et avec tous nos partenaires, pour moi d'abord au sein du ministère des Armées, au sein de la communauté française du renseignement et avec nos grands partenaires internationaux.

En conclusion, je veux rappeler que la DGSE est là avant, pendant et après pour lutter sans relâche contre le terrorisme.

Avant, pour essayer d'anticiper les crises.

Pendant, pour accompagner nos Armées là où elles sont engagées, comme aujourd'hui en bande Sahéro-Sahélienne et au Levant.

Mais aussi après, pour empêcher par tous les moyens que la menace ne se reconstitue.

Je vous remercie Madame la ministre.